



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la coordination des
politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et
de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du **22 MAI 2019**

mettant en demeure la société Comptoir Agricole – Silorins Silostr
située 113 rue du Rhin Napoléon à Strasbourg
de respecter les dispositions des articles L.515-30 et R.515-71
du Code de l'environnement

Le Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet de la Région Grand Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU la décision de la Commission européenne du 31 juillet 2017 (parue le 17 août 2017) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;
- VU le rapport du 15 avril 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société Comptoir Agricole – Silorins Silostr exploite à Strasbourg des installations visées par la rubrique n° 3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que pour ces installations, la société Comptoir Agricole – Silorins Silostr aurait dû, le 17 août 2018 au plus tard, remettre au préfet le dossier de réexamen mentionné à l'article R.515-71 du Code de l'environnement et décrit à l'article R.515-72 du même Code, et joindre à ce dossier le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 du Code de l'environnement (article L.515-30 du même Code) ;

CONSIDÉRANT qu'à la date du 15 avril 2019, la société Comptoir Agricole – Silorins Silostr n'a pas transmis le dossier de réexamen précité et qu'elle n'a fourni aucun élément relatif au rapport de base mentionné au même article ;

CONSIDÉRANT l'article L.171-8 du Code de l'environnement qui dispose qu' : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société Comptoir Agricole – Silorins Silostr, dont le siège social est situé 35 route de Strasbourg à Hochfelden (67 270), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées 113 rue du Rhin Napoléon à Strasbourg (67 000), dans un délai de **4 mois**, les prescriptions des articles R.515-71 et L.515-30 du Code de l'environnement qui, au regard de la parution de la décision susvisée de la Commission européenne, imposent que les exploitants des installations relevant de la rubrique 3110 déposent :

- un dossier de réexamen dont le contenu est défini à l'article R.515-72 du Code de l'environnement
- un rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 du Code de l'environnement.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision peut être déférée par le pétitionnaire devant le Tribunal administratif de Strasbourg (31 Avenue de la paix à Strasbourg) ou sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Comptoir Agricole – Silorins Silostr, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie de la présente décision sera adressée au Maire de la Ville de Strasbourg.

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDIRI